

République du Cameroun

Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ET DE L'INNOVATION

CENTRE NATIONAL D'ÉDUCATION

DÉPARTEMENT DES ÉTUDES SOCIALES

BP : 63 31 Yaoundé – Cameroun
Tél : (237)222 23 40 12



Republic of Cameroon

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF SCIENTIFIC RESEARCH
AND INNOVATION

NATIONAL CENTER FOR EDUCATION

DEPARTMENT OF SOCIAL STUDIES

PO Box 63 31 Yaoundé – Cameroon
Tel: (237) 222 23 40 12

APPEL À COMMUNICATIONS

3^e édition de la Semaine Nationale de Recherche en Sciences Sociales au Cameroun

Écologie des savoirs et dynamiques d'innovation au Cameroun

Résumé

Comment rendre plus accessible les savoirs produits localement au Cameroun ? Tel est l'objet du présent appel à communications qui met à l'honneur la 3^e édition de la semaine Nationale de Recherche en sciences sociales au Cameroun. Le présent appel se saisit de la question des savoirs locaux et des politiques d'innovation à la lumière des dynamiques endogènes pour mettre en débat les mécanismes et les actions à entreprendre afin de stimuler l'innovation. L'objectif est de faire des savoirs locaux et des innovations sociales des leviers de l'import-substitution au Cameroun. La 3^{ème} édition de la semaine des sciences sociales au Cameroun pose un diagnostic afin de proposer les stratégies durables pouvant conduire les savoirs locaux vers l'innovation.

Argumentaire

Comment rendre plus accessible les savoirs produits localement au Cameroun ? Tel est l'objet du présent appel à communications qui met à l'honneur la 3^e édition de la semaine Nationale de Recherche en sciences sociales au Cameroun. En effet, la notion de « *savoirs locaux* » qui constitue l'axe majeur de cet appel ne saurait être perçu uniquement suivant sa composante idéologique en référence aux termes connexes souvent répandus au sein de la littérature internationale, africaniste et ethnocentrique qui renvoie parfois aux variables indigènes et autochtones. Les savoirs locaux sont d'une extrême complexité et leur intelligibilité dépend largement des contextes (Olivier de Sardan, 2021) et des connaissances sociales, culturelles, économiques, artisanales, historiques, inscrites dans un cadre national ou international (Dupré, 1991). En fait, les savoirs locaux renvoient à un ensemble des connaissances, de savoirs (savoirs, savoir-faire et savoir-être) et des modes de pensée façonnés par des sociétés qui, dans leurs historicités spécifiques, ont des formes d'interactions avec leur écologie. Dans cette perspective, tous les systèmes d'apprentissage et de perception au sein des sociétés humaines, notamment en Afrique subsaharienne, sont structurés autour des savoirs

propres, produits à partir de leur anthropologie, leur histoire et leur cosmologie. Ils constituent pour ces sociétés des repères, des marques et des références qui permettent d'asseoir un mode de vie propre aux attentes des populations.

Mais, dans un contexte d'impérialisme, de domination culturelle, de libéralisation des échanges économiques et de rétrécissement du monde à travers les circuits de la mondialisation, ces savoirs endogènes jadis considérés dans leur déploiement comme des références, sont bousculés avec la pénétration des puissances impérialistes djihadistes et occidentales entre le XIX^e et le XX^e siècle. Ces savoirs locaux sont confrontés aux schèmes idéologiques et culturels « importés » des djihadistes et des occidentaux (portugais, allemands, français et britanniques) à travers les échanges sociaux, culturels, économiques et politiques. Dans ce contexte, ils seront pour certains, mis en hibernation, pour laisser place aux « modèles voyageurs » (Olivier de Sardan, 2021). Cette léthargie qui coïncide avec cette ambition de faire prévaloir l'hégémonie du commandement et de la culture occidentale sur les savoirs locaux s'est illustrée à travers le culte de la mission civilisatrice, les politiques d'ingénierie sociale ou de développement, les politiques de coopération ou l'aide au développement. Elle va même perdurer jusqu'au moment des indépendances à travers les approches condescendantes et hégémoniques du développement adossées au capitalisme et à la mondialisation (Latouche, 1989 ; 2004 ; Ela, 1998). L'ensemble des modèles de développement implémentés en Afrique, sinon au Cameroun, étaient pour leur majorité, ancrés sur les stéréotypes et les préjugés africanistes et européocentristes (Ela, 1998 ; Rist, 2007).

Mais, vers la fin des années 80, lorsque la crise frappe de plein fouet les pays de l'Afrique subsaharienne et donc le Cameroun, toutes les institutions nationales et internationales de par le monde sont d'accord sur un fait : les échecs des opérations de développement sont liés à leur incohérence avec les contextes d'implémentation des territoires bénéficiaires (Belloncle, 1982 ; Boiral, Olivier de Sardan, 1985 ; Giri, 1986 ; Latouche, 1991 ; Pondi, 2011). C'est ainsi qu'il se dégage une nécessité de repenser le développement dans son idéologie et ses approches. L'on quitte donc du terrain du développement hégémonique pour aboutir au développement participatif qui prend en compte les dynamiques d'innovation endogène. Ce modèle de développement s'enracine désormais dans le développement social et humain ainsi que le développement durable.

Dès lors, les initiatives de développement s'efforcent tant bien que mal de prendre en compte les besoins et les volontés des populations locales, celles-ci s'expriment à travers les savoirs locaux. Les institutions internationales, notamment l'Organisation des Nations Unies à travers ses démembrements ont formalisé *la prise en compte des savoirs locaux* dans les processus de développement et elle apparaît même comme un des facteurs d'éligibilité aux aides destinées pour les pays en voie de développement. Au Cameroun, des départements ministériels y sont consacrés, notamment le ministère des

petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat, le ministère des forêts et de la faune, le ministère de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable, le ministère des mines, de l'industrie et du développement technologique, le ministère de la recherche scientifique et de l'innovation. En outre, l'élaboration des documents de planification ainsi que des études de développement prennent en compte, même de façon marginale, les savoirs locaux. Malgré ces efforts, l'épanouissement des savoirs locaux bute à l'aboutissement du processus de formalisation, de sécurisation, de diffusion et de vulgarisation des procédés issus de ces connaissances endogènes ceci d'autant plus que, la question des savoirs immatériels est peu prise en compte notamment dans le domaine pharmaceutique. Il est transféré de façon inconsciente beaucoup de technologies à l'industrie mondiale. Cela explique qu'elles restent comme des œuvres d'art, *bons à orner*, qui font le bonheur des touristes, le temps d'une visite dans les marchés ou sites touristiques faute de vulgarisation. Caractérisés par leur attribut embryonnaire, pourtant séculaire, ces savoirs locaux sont mal ou peu connus et restent confinés dans leur univers de production et leur écologie culturelle et socioéconomique.

Pour pallier ce problème, le ministère de la recherche scientifique et de l'innovation s'ouvre à l'innovation et y consacre une direction, celle de la promotion et de l'appui à l'innovation en 2004. Cette mission de promotion et d'appui à l'innovation est également assurée et relayée par les instituts sous-tutelle ainsi que des instituts de recherche en coopération. En plus de ces réformes institutionnelles, le Cameroun y a consacré une philosophie de développement dans le cadre de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030. Et à cet effet, les savoirs locaux occupent une place fondamentale et peuvent contribuer à atteindre l'objectif du Cameroun de parvenir à « *un mix entre import/substitution et promotion des exportations en s'appuyant sur les avantages comparatifs de l'économie nationale* » (SND-30, p.4). Autrement dit, la matérialisation et la mise en sens de cette philosophie passe par l'innovation qui renvoie à l'ensemble des opérations volontaristes de transformation sociale, de valorisation des savoirs et de leur vulgarisation. Il s'agit en effet du processus de sécurisation des connaissances produites localement à travers une maîtrise des procédés et des protocoles de conception, afin de les rendre accessibles à tous les acteurs du secteur productif. Ce versant de promotion des savoirs endogènes se lit clairement dans la Convention sur la diversité biologique (CDB) qui met un point d'orgue sur les politiques de conservation de la biodiversité parmi lesquelles figure *la reconnaissance des savoirs traditionnels des communautés endogènes* dans la protection de la biodiversité et dans l'instauration d'un marché des ressources génétiques. Ce qui inaugure une requalification des savoirs locaux en matière de biodiversité comme patrimoine à respecter, à protéger et à valoriser pour une nouvelle économie de la connaissance (Pinton, Grenand, 2007).

Aussi, la question de la valorisation des savoirs locaux à travers des politiques d'innovation constitue une préoccupation des communautés endogènes. Elles se

rèvelent à travers *la créativité, les multiples arts de faire, l'imaginaire et la débrouillardise* qu'elles mettent en œuvre en attendant les solutions des pouvoirs publics et des institutions internationales de Brettons Woods (Banque Mondiale et Fonds Monétaire International). Ces innovations sociales partent des dynamiques endogènes et de l'écologie sociale et culturelle des sociétés camerounaises (Ela, 1998 ; 2006 ; 2007). La crise sanitaire a révélé la contribution de ces savoirs à la formulation des solutions adaptées au contexte local, surtout, au moment où il se dégage de plus en plus de méfiance envers ce qui est produit « ailleurs », loin du regard des consommateurs. Et à ce titre, la mondialisation politique, économique et culturelle a montré ses faiblesses à travers les moments de confinement et surtout de restriction. Les économies « informelles », grâce à leurs secteurs d'activités, se sont révélées être plutôt des solutions adaptées et des moyens de référence au niveau des stratégies de survie des populations locales dans un contexte où l'industrie pharmaceutique, les administrations publiques des secteurs formels et les services officiels ont été pris de court par l'évolution de la pandémie. Les acteurs locaux ont déjà fait valoir leurs faits d'arme en puisant de plus en plus dans les « savoirs endogènes » (Dupré, 1991) pour survivre à la pandémie. Ces savoirs endogènes se sont déclinés d'abord à l'occasion de l'élaboration des solutions thérapeutiques contre la pandémie, notamment la « *solution Kleda* ». Ces savoirs se sont ensuite révélés à travers le recours aux décoctions traditionnelles ainsi que certains « alicaments », notamment le citron, le gingembre, l'ail et l'oignon. Enfin, au moment où l'on présentait une rupture de stock de masques, les couturières ont pu montrer leur intelligence collective et générative dans la production des masques faciaux en tissu, à très moindre coût. Ces atouts contribuent à renforcer et à plaider en faveur d'une *endogénéisation* des solutions de développement. Ce qui appelle à repenser le regard des décideurs sur la recherche tout en les interpellant, à investir plus dans les recherches en sciences sociales, en sciences biologiques et technologiques afin de réduire considérablement les incertitudes du lendemain dans lesquelles les mutations sociales insèrent le monde. C'est dire que l'innovation apparaît, non seulement comme une modalité de réponse aux difficultés quotidiennes de (sur)vie, mais aussi comme « *l'émergence des comportements marquant les nouveaux visages d'une Afrique engagée dans un vaste mouvement de restructuration économique et de recomposition sociale* » (Ela, 1998 : 19).

Toutefois, ces savoirs produits dans les communautés sont fondés sur une longue expérience collective ancrée dans un environnement immédiat et se transmettant de génération en génération par le biais de l'oralité. Le caractère innovant de la valorisation tient au fait que c'est l'ensemble des membres de la communauté qui les incarne et les défend. Ce qui ne favorise pas toujours la formalisation, la sécurisation et valorisation de l'innovation issue de ces savoirs. Tout comme les acteurs sociaux au niveau communautaire, les chercheurs produisent également d'importants savoirs qui, pourtant, ne sont pas connus, et d'ailleurs, peu atteignent le stade de l'innovation. Globalement, les raisons qui peuvent expliquer cela restent liées au confinement des

différentes disciplines et centres de recherche, le déficit de mutualisation des résultats de recherche et des moyens de la recherche, la faible allocation de subvention de la recherche, le déficit de la numérisation des travaux des chercheurs, l'insuffisance des plateformes de concertation et de discussion sur les résultats de la recherche.

Ce qui précède appelle une recherche en co-action et en co-partenariat entre les détenteurs endogènes des savoirs, les praticiens, les chercheurs et les universitaires. Elle transcende les logiques de transdisciplinarité et d'interdisciplinarité car elle propose un véritable processus de la recherche ancrée dans l'écologie socioculturelle et en collaboration avec les acteurs qui produisent ces savoirs au quotidien. La mutualisation des savoirs pourrait conduire à la naissance des plateformes émulatrices assurant une veille scientifique pour anticiper sur les problèmes contemporains. Il s'agit de cette manière de parvenir à engendrer une recherche qui soit capable de générer des « socio-savoirs » (Motaze, 2011, 56) directement utilisables par les citoyens.

Ainsi, le présent appel à communication se saisit de la question des savoirs locaux et de leurs politiques d'innovation à la lumière des dynamiques endogènes pour mettre en débat les mécanismes et les actions à entreprendre afin de stimuler l'innovation. L'objectif surtout est de faire des savoirs locaux et des innovations sociales des leviers de l'import-substitution au Cameroun. La 3^{ème} édition de la semaine des sciences sociales au Cameroun pose le diagnostic en termes d'identification de savoirs locaux afin de proposer les stratégies durables pouvant les conduire vers l'innovation. Il sera aussi question de montrer le rôle des connaissances produites à la fois par les populations, les chercheurs et les universitaires « *pour participer à la construction des sociétés où l'être humain peut s'épanouir* » (Ela, 2006). Cet appel n'est pas exclusif et ne s'adresse pas qu'aux spécialistes des sciences sociales et humaines. Il peut aussi s'adresser aux disciplines qui mettent en avant l'homme, notamment les sciences biomédicales, les sciences agronomiques et les sciences de l'ingénierie. Ainsi, les communications au cours de cette rencontre scientifique pourraient s'intéresser aux axes de réflexion suivants :

Axes de réflexion

- Politiques et programmes d'innovation ;
- Savoirs locaux et import-substitution ;
- Stratégies de développement et transferts d'innovation ;
- Cadre juridique et réglementaire de l'innovation ;
- Développement des entreprises innovantes ;
- Normes de production des savoirs locaux et des innovations ;
- Sécurisation des savoirs locaux ;
- Technologies innovantes ;
- Savoirs locaux et propriété intellectuelle ;
- Savoirs locaux et industries touristiques ;

- Politiques et programmes de promotion des savoirs locaux ;
- Systèmes des savoirs et innovation ;
- Savoirs locaux et diffusion des techniques productives ;
- Savoirs scientifiques et savoirs locaux ;
- Savoirs locaux et représentations sociales ;
- Savoirs locaux et universalisme ;
- Systèmes institutionnels des savoirs et savoirs locaux ;
- Savoirs locaux et politiques sectorielles ;
- Financement international et national des savoirs locaux ;
- Financement incitatif de l'innovation ;
- Techniques d'innovation locale ;
- Stratégies et Systèmes de production ;
- Pôles scientifiques et technologiques ;
- Pharmacopée traditionnelle ;
- Environnement et créativité ;
- Organisations nationales et internationales et promotion des savoirs locaux ;
- Protection nationale et internationale des savoirs locaux et ses enjeux ;
- Redistribution de la plus-value des savoirs locaux ;
- Etc.

Bibliographie indicative

- Balandier G., 1971, *Sens et puissance : les dynamiques sociales*, Paris, Seuil.
- Belloncle G., 1982, *La question paysanne en Afrique Noire*, Paris, Karthala.
- Boiral P., Olivier de Sardan J-P., 1985, *Paysans, experts et chercheurs en Afrique Noire. Sciences sociales et développement rural*, Paris, Karthala.
- Djade K., 2011, *L'économie informelle en Afrique subsaharienne*, Paris, L'Harmattan.
- Dupré G., 1991, *Savoirs paysans et développement*, Paris, Karthala.
- Ela J-M., 1998, *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique Noire : les défis du « monde d'en bas »*, Paris, L'Harmattan.
- Ela, J-M., 2007a, *L'Afrique à l'ère du savoir. Science, société et pouvoir*, Paris, L'Harmattan.
- Ela, J-M., 2007b, *Les cultures africaines dans le champ de la rationalité scientifique ; livre II*, Paris, L'Harmattan.
- Giri J., 1986, *L'Afrique en panne : vingt-cinq ans de développement*, Paris, Karthala.
- Latouche S., 1989, *L'occidentalisation du monde : essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*, Paris, La Découverte.
- Latouche S., 1991, *La planète des naufragés. Essai sur l'après-développement*, Paris, La Découverte.
- Latouche S., 2004, *Survivre au développement. De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*, Paris, Mille et une nuit.
- Motaze Akam, 2011, *La sociologie de Jean-Marc Ela. Les voies du social*, Paris, L'Harmattan.

- Ndongo M., & Klein J-L., (2020), « les innovations sociales en Afrique subsaharienne : la place des communautés et des territoires locaux », *Revue canadienne de recherche sur les OBSL et l'économie sociale*, pp. 56-81.
- Notes sur les connaissances autochtones (2002), « Développement des savoirs locaux en Afrique Francophone », Situation dans Quatre Pays. Rapport périodique de la Banque Mondiale, No 42, Mars 2002.
- OCDE, Manuel d'Oslo, (3e édition, OCDE 2005)
- Olivier de Sarda, J-P., 2021, *La revanche des contextes : les mésaventures de l'ingénierie sociale, en Afrique et au-delà*, Paris, Karthala.
- Pinton F., Grenand P., (2007), « Savoirs traditionnels, populations locales et ressources globalisées » in *Les marchés de la biodiversité*, Paris, pp. 165- 194.
- Pondi J-E. (dir.), 2011, *Repenser le développement à partir de l'Afrique*, Yaoundé, Afrédit.
- République du Cameroun, « Cameroun Vision 2035 », (2009).
- Rist G., 2007, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Samir Amin, 1972, « Le modèle théorique d'accumulation et de développement dans le monde contemporain. La problématique de transition », *Revue Tiers monde*, pp. 703- 726.
- Tourneux H., (2019), « Les savoirs locaux: comment les découvrir et comment les transmettre ». Editions du Schabel, pp.15-29.

Comité scientifique et de lecture

- Mforteh Stephen Ambe, Linguiste, Centre National d'Éducation, Cameroun ;
- Abwa Daniel, Historien, Université Protestante d'Afrique Centrale, Cameroun ;
- Pondi Emmanuel, Politologue, Université de Yaoundé II, Cameroun ;
- Courade Georges, Géographe, France.
- Saïbou Issa, Historien, Université de Maroua, Cameroun ;
- Olivier de Sardan Jean-Pierre, Anthropologue, LASDEL, Niger ;
- Jacquemot Pierre, Groupe Initiatives/IEPP/IRIS, France ;
- Froment Alain, Anthropologue, Musée de l'Homme, Paris-France ;
- Nzhie Engono Jean, Sociologue, Université de Ngaoundéré, Cameroun ;
- Motaze Akam, Sociologue, Université de Ngaoundéré, Cameroun ;
- Mimche Honoré, Sociologue, Université de Yaoundé II, Cameroun ;
- Ibrahim Mouliom, Sociologue, Université de Maroua, Cameroun ;
- Falna Taubic, Sociologue, Université de Ngaoundéré, Cameroun ;
- Leka Essomba Armand, Sociologue, Université de Yaoundé I, Cameroun ;
- Machikou Nadine, Politologue, Université de Yaoundé II, Cameroun ;
- Onana Noah Nathan, Sociologue, Université de Maroua, Cameroun ;
- Ellah Ellah Samuel Béni, Sociologue, Université de Yaoundé I, Cameroun ;
- Yambene Bomono Henri, Géographe, Centre National d'Éducation, Cameroun ;
- Nouazi Kemkeng Carole Valérie, Juriste, Centre National d'Éducation, Cameroun ;
- Sourna Loumtouang Erick, Historien, Centre National d'Éducation, Cameroun ;
- Jiotsa Albert, Historien, Centre National d'Éducation, Cameroun ;

- Manga Kalniga José Donadoni, Sociologue, Centre National d'Éducation, Cameroun ;
- Ehode Elah Raoul, Économiste, Centre National d'Éducation, Cameroun ;
- Bessala Ndzana Biloa Gaston, Linguiste, Centre National d'Éducation, Cameroun ;
- Njikam Njifotie Abdou, Juriste, Centre National d'Éducation, Cameroun ;
- Nkengue Abega Protais Brice, Sociologue, Centre National d'Éducation, Cameroun ;
- Mahini Bertrand-Michel, Politologue, Centre National d'Éducation, Cameroun ;
- Tegua Bogni, Linguiste, Centre National d'Éducation, Cameroun ;
- Nana Komey Daniel Georges, Historien, Centre National d'Éducation, Cameroun ;
- Mbey Makang Moise, Linguiste, Centre National d'Éducation, Cameroun ;
- Mbilongo Eleme Laure Marguerite, Juriste, Centre National d'Éducation, Cameroun ;
- Bayie Kamanda Anyi Massa Mukep, Sociologue, Centre National d'Éducation, Cameroun ;
- Norah Azihmin Assongu, Anthropologue, Centre National d'Éducation, Cameroun ;
- Achu Frida, Anthropologue, Centre National d'Éducation, Cameroun ;
- Fosso Simun Reine, Anthropologue, Centre National d'Éducation, Cameroun ;
- Timothy OKIA, Historien, Centre National d'Éducation, Cameroun.

Modalités de soumission

Les propositions d'articles sont à envoyer avant le 10 mars 2022 à l'adresse suivante : cne.sciencesociales@gmail.com. Ces propositions (en français ou en anglais), d'une longueur comprise entre 300 et 500 mots, comprendront le titre de la communication, le résumé de la communication, cinq (5) mots clés, ainsi qu'une notice bibliographique indiquant la discipline et le statut professionnel de chaque (co-)auteur.e. Les consignes aux auteur.e.s : Times News Roman, taille 12, interligne simple.

NB :

- **Le non-respect des consignes constitue une raison de rejet de la proposition de communication ;**
- **Les propositions de communication doivent ressortir clairement le contexte, le problème, la question de recherche, la méthodologie de recherche et les résultats préliminaires. Elles doivent reposer sur des données obtenues à partir des études de terrain.**

Calendrier de l'évènement

- 04 janvier 2022 : lancement de l'appel à communication

- 10 mars 2022 : date limite pour l'envoi des propositions de communication
- 10 avril 2022 : communication des décisions aux auteur·e·s
- 8 juin 2022 : envoi des manuscrits V1 (35 000 signes) et des powerpoints (15 lights maximum)
- 08 au 12 août 2022 : tenue de la 3^e édition de la semaine nationale de recherche en sciences sociales
- 20 octobre 2022 : retour des évaluations aux auteur·e·s
- 02 décembre 2022 : envoi de la 2^e version des manuscrits
- 15 janvier 2023 : 2^e retour des évaluateurs aux auteurs
- 25 février 2023 : retour des textes définitifs au comité de rédaction
- Juin 2023 : publication probable.